

## **Séance du Conseil Municipal du 30 avril 2010**

Présents: DONADEY Pierre, BARRIOS BRETON Marie Thérèse, SALTON Gérard, VRIGNON Bertrand, VALLAURI Jean-Claude, DEBOST Bernard, DORDE Maéva, DOTTAIN Laurence, DUQUESNE Céline, HAVARD-CORBIERE Chantal, REYNAUD Gilles, SIMON Raphaël, SOUMATI Marie-Christine, ZIZZO François.

Procuration :

Mme DUQUESNE Céline à M. le Maire

Absente :

Mlle DORDE Maéva

Secrétaire :

Mme HAVARD-CORBIERE Chantal

Ouverture de la séance du Conseil Municipal à 20h30.

Lecture du PV du dernier conseil municipal du 26 mars 2010 :

Monsieur le Maire donne lecture du PV qui sera disponible comme à l'accoutumée sur le site Internet de la commune.

Adoption du PV : Unanimité

Madame BARRIOS BRETON, 1<sup>ère</sup> Adjointe, s'inquiète de nouvelles antennes satellites rectangulaires sur les façades et qui ne sont pas particulièrement esthétiques.

Monsieur Gilles REYNAUD suggère que l'on sollicite l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France sur ce point.

Monsieur Jean Claude VALLAURI précise que dans le cadre des subventions attribuées aux particuliers pour la rénovation des façades et des décors, une des conditions est de ne pas installer d'antennes.

## **Séance du Conseil Municipal du 30 avril 2010**

### **Ouverture de la séance :**

Est ajoutée une délibération vue en séance plénière relative :

- à un virement de crédits, Budget M 49 Eau et assainissement.

Mme HAVARD-CORBIERE Chantal est élue secrétaire de séance.

### **Ordre du jour :**

#### **1<sup>er</sup> point : Voirie communale 2009 2<sup>ème</sup> tranche; Choix de l'entreprise:**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le dossier de voirie communale 2009 adopté en séance du conseil municipal du 29 mai 2009.

Cette opération est subventionnée jusqu'à 70 % par le Conseil Général.

Il fait part du résultat de la consultation effectuée pour la 2<sup>ème</sup> tranche de travaux concernant la suite de l'aménagement de la place Camous et propose au conseil municipal de retenir l'entreprise chargée de réaliser ces travaux.

Il s'agit de l'entreprise COLAS Midi-Méditerranée Centre de Nice 30 chemin de Saquier 06200 NICE

pour un montant de :

- 43 270.00 € HT soit 51 750.92 € TTC pour la première phase ;
- 55 039.50 € HT soit 65 827.24 € TTC pour la deuxième phase.

Une délibération est nécessaire pour confier à cette société les travaux.

LE CONSEIL MUNICIPAL,  
Où l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Décide de retenir l'entreprise COLAS Midi-Méditerranée Centre de Nice, 30 chemin de Saquier 06200 NICE

pour un montant de :

- 43 270.00 € HT soit 51 750.92 € TTC pour la première phase ;
- 55 039.50 € HT soit 65 827.24 € TTC pour la deuxième phase.

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

*Les travaux devraient commencer dans la 2<sup>ème</sup> quinzaine du mois de mai et se finir la 2<sup>ème</sup> quinzaine du mois de juin.*

## **2<sup>ème</sup> point ; Acquisition d'un terrain appartenant au Conseil général des AM ; Parcelle DP 833 Section A située montée de la gare:**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal la délibération du 06 juin 2008 décidant d'acquérir à l'euro symbolique un terrain d'une superficie d'environ 1000 m<sup>2</sup> non cadastré situé montée de la gare, et appartenant au Conseil général des Alpes maritimes et qui pourrait servir de remise ou de local pour la commune ou une association.

Il donne lecture d'un courrier du Conseil général des Alpes maritimes l'informant de son accord pour cette cession mais à un prix de 7 500 €, montant estimé par la brigade domaniale du Trésor public, le bien cédé comprenant maintenant une surface au sol de 430 m<sup>2</sup>.

Monsieur le Maire propose d'accepter ces nouvelles conditions exposées ci-dessus, les frais afférents restant à la charge de la commune.

Le local est destiné à entreposer du matériel pour les services techniques.

Monsieur le Maire informe également que cette acquisition est susceptible d'être subventionnée par le Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Accepte les nouvelles propositions du Conseil général des Alpes maritimes pour l'acquisition de ce bien d'une surface de 430 m<sup>2</sup>, référencé ci-dessus, situé montée de la gare de Nice et décrit ci-dessus au prix de 7 500 € et destiné aux services techniques de la commune,

Autorise monsieur le Maire à solliciter de monsieur le Président du Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur une subvention de 60% du montant de cette opération, évaluée tous frais compris à 8 250 €.

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

## **3<sup>ème</sup> point ; Eglise et chapelles attenantes 2<sup>ème</sup> tranche de travaux :**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les travaux de restauration des toitures, maçonneries et lots techniques de l'église Saint Pierre Es Liens et de ses chapelles attenantes.

Ceux-ci sont répartis en quatre phases :

- 1) Chapelle des Pénitents Blancs 2009-2010, les travaux sont actuellement en cours,
- 2) Chapelle des Pénitents Noirs 2010-2011,
- 3) Eglise 2011-2012,
- 4) Eglise 2012-2013.

Une participation de 170 772 € sur un montant HT de travaux de 379 493 € a été accordée par la DRAC pour la 1<sup>ère</sup> phase.

Monsieur le Maire informe que pour la deuxième phase, la DRAC, Direction Régionale des Affaires Culturelles, est susceptible d'attribuer une subvention de 135 000 € sur un montant HT de travaux de 300 000 €.

Une délibération est nécessaire pour solliciter cette participation pour la 2<sup>ème</sup> phase et solliciter également le conseil général des Alpes-maritimes.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Ouï l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à signer la convention afférente de maîtrise d'ouvrage,  
Approuve le plan de financement prévisionnel suivant :

- Etat	: 45.00 % du montant HT	135 000 €
- Subvention du conseil général	: 24.75 % du montant HT	74 250 €
- Part de la commune	: 30.25 % du montant HT	90 750 €
- Montant HT		300 000.00 €
- TVA 19.6%		58 800.00 €
- Montant total TTC		358 800.00 €

Montant total TTC de la part communale 149 550.00 €

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents ;  
(notamment les demandes d'autorisation de travaux, les subventions correspondantes aux tranches de travaux auprès de la DRAC et du conseil général des alpes maritimes).

*Monsieur le Maire informe que les travaux de la 1<sup>ère</sup> tranche devraient s'achever au plus tard avant la fête patronale, soit fin juillet et que les travaux de cette 2<sup>ème</sup> tranche commenceront au tout début de l'automne.*

#### **4<sup>ème</sup> point : Travaux Presbytère Place Carnot : demande de subvention au conseil général :**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de la nécessité d'effectuer des travaux de rénovation du Presbytère.

Des travaux d'urgence concernant la mise aux normes des tableaux électriques ont déjà été effectués.

D'autres travaux restent à faire pour que l'installation électrique soit entièrement renouvelée.

Monsieur le Maire fait part de la consultation effectuée et propose de retenir l'entreprise GIAN SILI.

Le devis des travaux s'élève à 9 960 €uros HT.

Le financement peut être assuré de la manière suivante :

Subvention du Conseil Général	(45 % du H.T.)	4 482.00 €uros
Part communale	(55 % du H.T.)	5 478.00 €uros
Total HT		9 960.00 €uros

Soit T.T.C. 11 912.16 €uros

Une délibération est nécessaire pour compléter ce dossier.

LE CONSEIL MUNICIPAL,  
Ouï l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Approuve le devis présenté au titre de cette opération,

Approuve le plan de financement présenté,

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

*Ces travaux commenceront la troisième semaine du mois de mai et seront terminés au plus tard fin juin.*

### **5<sup>ème</sup> point ; Création d'un marché :**

Monsieur le Maire expose au conseil municipal le projet de création d'un marché sur le territoire de la commune.

Celui-ci pourrait se tenir le Dimanche matin de 07H00 à 13H00 sur la place Carnot.

Monsieur le Maire informe des démarches en cours et de celles restant à effectuer, comme l'établissement d'un règlement et la fixation d'une redevance.

Conformément au Code général des Collectivités Territoriales, (notamment l'article L 2224-18), les organisations professionnelles doivent aussi être consultées.

Monsieur le Maire propose d'adopter une première délibération de principe, une seconde entérinant ce projet.

LE CONSEIL MUNICIPAL,  
Où l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte le principe de création d'un marché,

Désigne comme élues chargées de ce dossier :

- Madame Chantal HAVARD CORBIERE
- Madame Laurence DOTTAÏN

et membres de la commission extra-communale des marchés créée à cet effet.

Une concertation sera réalisée avec l'ensemble des commerçants locaux.

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents correspondants.

*Monsieur le Maire précise que cette concertation avec l'ensemble des commerçants locaux sera réalisée très prochainement.*

### **6<sup>ème</sup> point ; Modification des statuts de la communauté de communes du Pays des Paillons :**

Monsieur le Maire expose au conseil municipal :

**Vu** l'article L5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2003 créant la communauté de communes du Pays des Paillons,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> avril 2010 étendant le périmètre de la communauté de communes du Pays des Paillons à la commune de Peille,

**Considérant** la nécessité de modifier en conséquence l'article 1 des statuts de la CCPP en vue d'y ajouter la commune de Peille, ainsi que l'article 5 portant sur la composition du bureau et notamment le nombre de vice-présidents,

**Vu** la délibération du conseil communautaire n° 100403 du 14 avril 2010 approuvant la modification des statuts de la communauté de communes du pays des Paillons aux articles 1, 5 et 8 ;

**Où l'exposé de monsieur le Maire et après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

Le Conseil municipal **ADOpte** les modifications suivantes des statuts de la communauté de communes du Pays des Paillons :

Article 1 :

En application de l'article L 5214-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il est formé, entre les communes de Bendejun, Berre les Alpes, Blausasc, Cantaron, Châteauneuf Villevieille, Contes, Drap, L'Escarène, Lucéram, Peille, Peillon et Touët de l'Escarène une communauté de communes de douze communes dénommée la communauté de communes du Pays des Paillons.

Article 5 :

Le Bureau est composé du président(e) et de 11 vice-président(e)s élu(e)s par les conseillers communautaires. Toutes les communes sont obligatoirement représentées au Bureau. Le mandat des membres du Bureau prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant.

Article 8 :

C- Compétences facultatives :

2. Logement social d'intérêt communautaire :

b- Mise en œuvre d'une politique communautaire du logement social, constituée par la réalisation de constructions nouvelles faisant appel à un bailleur social dans le cadre d'opérations comprenant au moins 15 logements, sauf demande expresse d'une commune pour rendre communautaire une opération de moins de 15 logements et acceptation du conseil communautaire.

**7<sup>ème</sup> point ; Renouvellement de la convention de mise à disposition du service de ramassage des encombrants :**

Monsieur le Maire rappelle qu'une convention de mise à disposition de services pour le ramassage des encombrants a été signée avec la communauté de communes du pays des Paillons, dans le cadre de l'exercice de la compétence communautaire « Elimination et valorisation des déchets ménagers et déchets assimilés », en vertu de l'article L 5211-4-1 II du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette convention, conclue pour une durée de trois ans, étant arrivée à échéance, monsieur le Maire propose de la renouveler pour une durée d'un an, dans l'attente d'une organisation assurée directement par la communauté de communes de ce service de collecte des encombrants.

**Le conseil municipal, où l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**Décide de renouveler** pour une durée d'un an la convention de mise à disposition de services pour le ramassage des encombrants, établie dans le cadre de l'exercice de la compétence communautaire « Elimination et valorisation des déchets ménagers et déchets assimilés », en vertu de l'article L 5211-4-1 II du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Autorise** monsieur le Maire à signer la dite convention, annexée à la présente délibération ainsi que tous documents afférents.

**8<sup>ème</sup> point ; Indemnité de conseil 2010 versée au Trésorier :**

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 modifié définit les modalités d'octroi et de calcul de l'indemnité de conseil au receveur des communes.

Il donne lecture du courrier de monsieur Christophe GRANGER, Trésorier de L'Escarène demandant le bénéfice de cette indemnité.

Monsieur le Maire propose de voter l'attribution de cette indemnité s'élevant, selon le calcul ci-joint, pour 2010 à 631.08 € bruts.

LE CONSEIL MUNICIPAL,  
Où l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide l'octroi de cette indemnité de conseil 2010.

Autorise monsieur le Maire à signer tous documents correspondants.

### **9<sup>ème</sup> point ; Budget M 14 Commune ; Admissions en non valeur 42.74 € :**

Le conseil municipal appelé à délibérer sur des factures impayées d'un montant total de 42.74 € correspondant à des demandes de règlement de factures de cantine :

- du 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2007 pour un montant de 6.18 € ;
- du 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2008 pour un montant total de 36.56 € ; (5.96 €, 3.40 € et 27.20 €) ;

Considérant l'impossibilité de recouvrement invoquée par le Trésorier et compte tenu de l'ancienneté de ces dettes,

Sur proposition de monsieur le Maire de bien vouloir admettre ces sommes en non valeur,

LE CONSEIL MUNICIPAL,  
Où l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Accepte d'admettre en non valeur ces sommes d'un montant total de 42.74 € ; (budget M 14 et détaillées ci-dessus).

### **10<sup>ème</sup> point ; Budget M 49 Eau et assainissement ; Virement de crédits :**

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal d'une observation faite par la Trésorerie de L'Escarène suite à l'élaboration du budget primitif 2010 M 49 Eau et assainissement.

Une opération comptable est à effectuer :

#### **Section de fonctionnement recettes :**

Article 7478 / 74 : + 19 € (de 1 000.40 € à 1 019.40 €)

Article 777 / 042 : - 19 € (de 37 019.00 € à 37 000.00 €)

Une délibération est nécessaire pour approuver cette modification.

LE CONSEIL MUNICIPAL,  
Où l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,  
Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

**Le Conseil Municipal ayant examiné tous les points mis à l'ordre du jour, la séance est levée.**

**Questions du public :**

**Fonctionnement de la Colombe :**

Madame BARRIOS BRETON précise qu'effectivement la salle des jeunes a bien ouvert ses portes.

Pour le moment, le nombre d'enfants accueillis n'est pas significatif.

Par contre, les démarches faites par les élus s'occupant de ce dossier vont peut être aboutir plus rapidement à la prise en charge de cette structure par la Communauté de communes.